

et aux ouvriers canadiens en général pour augmenter la production, mais se tourner en même temps du côté des grands hommes d'affaires, de la grande industrie.

Les bilans d'une kyrielle de sociétés canadiennes accusent des bénéfices sans précédents et proclament la prospérité du Canada. Il est indéniable qu'en frappant l'industrie et les affaires de lourds impôts on décourage l'initiative, on gêne l'expansion, on tarit les capitaux de placement; mais ces entreprises ne devraient pas moins assumer maintenant une imposition plus lourde que celle qu'elles portent présentement.

Ces sociétés et compagnies jouissent actuellement des avantages du régime de la libre entreprise, du régime capitaliste, du régime qu'on demande à tous les Canadiens de défendre, tant dans les forces armées que dans le civil, et au prix de 5 milliards de dollars au cours des trois prochaines années. Ainsi la lutte du Canada et des nations libres est tout autant la leur que celles des Canadiens épris de liberté en général.

Dans la mesure où la menace de la Russie soviétique et du communisme constitue une crise nationale pour le Canada, le gouvernement de notre pays doit être prêt à agir avec courage, célérité et vigueur afin d'exiger l'effort maximum de l'économie canadienne. Il doit y avoir égalité de sacrifice. La détermination canadienne doit être à la hauteur de la cruauté russe.

Le gouvernement canadien doit regretter, maintenant que nous traversons une crise, d'avoir si peu encouragé l'immigration au pays au cours des années qui ont suivi immédiatement la dernière guerre. Aujourd'hui le Canada a besoin de main-d'œuvre spécialisée pour ses usines de défense, de travailleurs pour ses fermes, ses forêts et ses mines, et d'hommes pour son armée.

Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration (M. Harris) a annoncé, en cette année critique, que le Gouvernement s'était fixé un objectif d'environ 150,000 immigrants pour 1951. Le ministre a exposé ce qu'il appelle un programme équilibré en vue d'assurer plus d'ouvriers à nos fermes et à nos usines.

Le Gouvernement a pris plusieurs mesures qui, espère-t-il, contribueront à doubler le total de 74,000 immigrants accueillis en 1950. Tour à tour, il a levé l'interdiction de temps de guerre à l'égard des nationaux allemands, il a décidé de subventionner le transport de ceux qui viennent au Canada par avion et d'avancer des fonds, pour leur passage, à ceux qui cherchent à venir chez nous par bateau.

Même si on double le nombre d'immigrés, la mesure peut se révéler insuffisante, car il

semble possible que la pénurie du capital humain devienne plus grave que les prévisions actuelles ne l'indiquent.

Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration aurait dit que le Canada doit hâter son expansion industrielle et économique si l'on veut qu'il devienne un associé efficace dans les préparatifs de défense du monde occidental.

Comme cet exposé de politique ministérielle vient tard! C'est maintenant, en période d'alerte nationale, que le Gouvernement juge sage de faire venir au pays des milliers d'Européens appelés à combler les vides qu'accusent nos ressources humaines. Pendant que les autres pays favorisaient, depuis la dernière guerre, l'immigration anglaise et européenne et qu'ils prenaient le meilleur des vastes ressources humaines dont disposait l'Angleterre, le Canada se contentait de vagues projets. Nous aurions pu, en Europe, puiser parmi les émigrants éventuels et les milliers de réfugiés désireux de jouir de la liberté et des magnifiques occasions qu'offre notre jeune pays.

Actuellement, l'Australie s'emploie bien plus énergiquement que nous à recruter de nouveaux citoyens et son objectif de 200,000 immigrants par année dépasse largement le nôtre. Les renseignements qui nous parviennent d'Europe indiquent qu'au moins 200,000 immigrants qui nous viendraient sont encore sans foyer, qu'un grand nombre d'Allemands désirent émigrer.

Il est lamentable d'avoir à dire que le Gouvernement a peut-être attendu trop longtemps. Les problèmes auxquels le Canada doit faire face, au chapitre des ressources humaines, seront probablement les principaux problèmes avec lesquels l'Angleterre et d'autres pays de l'Europe seront aux prises en cette année de crise 1951. Déjà, on voit l'Angleterre hésiter à se départir de son capital humain, ses industries de défense et autres lui créent un besoin aussi aigu que le nôtre d'ouvriers spécialisés.

Il y a peut-être lieu de féliciter le nouveau ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration d'avoir su persuader le Gouvernement d'instituer un programme d'immigration destiné à accroître notre population de 150,000 habitants cette année. Mais les incertitudes de la situation mondiale ont maintenant créé de nouvelles difficultés qui seront peut-être de pires obstacles que ceux qu'on a connus depuis la fin de la guerre avec l'Allemagne nazie. Maintenant que le Gouvernement, apparemment, veut vraiment accroître notre population par l'immigration, il se peut que les immigrants désirables soient plus difficiles à trouver. Comme dans le cas de la défense